

Mardi 12 septembre

Tuesday, September 12, 2017

09:50

Première leçon

Le politique et la société démocratique moderne (Partie 1)

- Quel est le lien entre l'état et les actualités ci-dessous?
 - Ouragans et changements climatiques
 - L'état est responsable de tout ce qui suit une catastrophe liée au climat
 - L'état apporte de l'aide financière aux victimes et aux établissements touchés par une catastrophe naturelle
 - Ex: responsabilités des métropoles vis-à-vis des séquelles de l'ouragan Irma dans les Caraïbes (voir St Martin/ Sint Maarten)
 - Reconstruction, restitution de dommages etc.
 - Assurer la sécurité et le bien être des habitants et citoyens vu le chaos créé par de telles catastrophes
 - Tenir compte du rôle humain
 - Revoir le rôle de l'homme dans le changements climatique, peut-être même viser à réduire ou lutter contre ces effets néfastes.
 - Revoir rôle dans l'infrastructure
 - Établir et revoir les mesures de prévention afin de limiter le désastre et les conséquences d'un tel évènement, s'il était pour se reproduire.
 - Hausse du taux directeur, banque du Canada augmente le taux directeur
 - L'état joue un rôle de régulateur
 - Il s'assure du bon fonctionnement de l'économie et s'assure de limiter les excès qu'entraîne une économie prospère
 - Cela évite la surconsommation, l'excès et l'inflation
 - Il s'agit d'une intervention de l'état dans l'économie, témoignant de la responsabilité et du rôle de l'état dans cette dernière.
 - Démission de deux candidats aux élections partielle dans la circonscription de Louis-Hébert suite à des scandales d'harcèlement.
 - Les représentants de l'état doivent témoigner de ses valeurs et principes. Les valeurs représentée dans la polémique ne sont pas représentatives de l'état
 - L'état doit être irréprochable
- Qu'est-ce que l'état?
 - Quel est le rôle de l'état?
 - Il y a-t-il trop d'état?
 - *Je suis d'avis que la présence de l'état dépend surtout du besoin, vu que l'état n'a pas toujours existé. Ce dernier est né d'une nécessité. Tant que cette dernière est présente, l'état le sera aussi. Plus le besoin est grand, plus l'état est grand. Ceci se prouve en regardant les différences d'opinions sur l'état selon les lignes économiques, où l'état est très présent.*
 - Avant? Aujourd'hui? Demain? Évolution de l'état.
 - Le politique et la politique

- Le politique désigne l'objet, les valeurs, les principes et les normes de la société, il est plutôt passif.
- La politique désigne la forme, l'activité, on parle surtout d'actions. Ceci se réserve surtout aux experts politiques.
- Qu'est-ce qu'un état démocratique?
 - L'état démocratique est redevable au peuple
 - L'état démocratique est équilibré, divisant son pouvoir selon des paliers (Exécutif, législatif et juridique).
 - L'état démocratique est redevable à la communauté internationale
 - L'état démocratique a des limites sur son pouvoir, venant sous la forme de lois et de constitutions.
- Le conflit
 - Pourquoi y existe-il?
 - Quelle est la nature, l'origine du conflit?
 - Quels sont les types de conflits

Jeudi 14 septembre

Thursday, September 14, 2017

08:18

Continuation du dernier cours

Qu'est-ce que l'état?

- L'état ramène les compétences au sein d'une organisation supérieure (centralisation)
- Il a pour objectif et responsabilité les réalisations de l'intérêt général
 - Il s'agit de ce qui est bon pour l'ensemble de la communauté, ayant du sens pour un groupe d'individus membres d'une communauté.
 - Cela veut dire entreprendre des actions qui présentent une valeur ou une utilité pour tous ceux qui sont sous la tutelle de l'état et les faire prévaloir sur certains intérêts particuliers.
 - Dans cette mesure, l'état peut également exproprié en vue de l'intérêt général
 - L'intérêt général n'est pas permanent, étant évolutif.
 - Exemple: l'énergie
- L'état a une fonction publique qui consiste à servir le peuple et remplir ses besoins de façon directe.
- Une particularité de l'état moderne est sa différenciation des détenteurs du pouvoir économique.
 - Il rompt également avec les formes traditionnelles du pouvoir. De plus, dans la plupart des cas, on connaît la laïcité de l'état.
- L'état détient des trésors publics, que ce soit en politique ou selon l'armée.
- En général, l'état est maître de son territoire, cependant, il peut avoir des états sans territoire, un exemple de cela étant la Palestine.
- L'état exécute la réalisation de la raison, ayant la capacité d'intervenir selon sa raison
- Il existe des modèles variés de l'état, dépendant de la religion, l'idéologie ou le territoire
 - D'ailleurs, un état peut varier dans sa puissance, l'état fort étant davantage impliqué les affaires du peuple
 - Néanmoins, il existe une tension et résistance permanente par rapport à l'intervention de l'état
 - L'état partage le pouvoir selon ses paliers
- Récemment, l'état connaît un brouillage interne des frontières internes entre le public, le privé et le communautaire, et externe sur la souveraineté, le libre-échange, l'ouverture de frontières ainsi que les échanges et réseaux internationaux.
 - PPP
- L'ON SE DEMANDE SI L'ÉTAT EST EN PERTE DE VITESSE OU EN RETRAIT

Étudier l'état

- On peut étudier l'état sous deux angles, à travers les politiques publiques, ainsi que par la gestion publique
 - Les politiques publiques lient l'état à la société et touche ce que l'état met en action.
 - La gestion publique se concentre sur le fonctionnement interne de l'état au sein de l'administration
- Étudier l'état fait appel à de grandes perspectives, renvoyant à la question: Qu'est-ce qui explique les comportements humains?
 - S'agit-t-il de liberté ou de conformité?

- La société et l'état sont-ils fruits de combats entre individus et groupes ou des manières d'organiser le politique et les infrastructures déterminantes de l'individu et des groupes?
- Pour étudier l'état, l'on doit adopter une perspective pour l'état et le politique
 - Il existe la perspective individualiste méthodologique selon laquelle l'individu agit pour lui, selon ses préférences, désirs et ambitions.
 - L'être humain précède la société, ainsi la société n'existe pas, seul l'individu pense et agit. La société est donc un ensemble d'individus rationnels et stratégiques ayant des buts propres à eux-mêmes.
 - L'autre perspective est la perspective holiste selon laquelle l'individu est un produit de la société. La société est d'ailleurs très influente, agissant avec l'état sur l'individu
 - Le comportement individuel est donc un comportement social.
- <<semaine 2 pap 1701A.pptx>>

Ce cours se s'inspire de la première partie du premier chapitre de l'État Démocratique de Louis Côté et fût et touche l'évolution de l'état.

L'évolution de l'état

- Sociétés sans états

- Dans les sociétés sans états, dites primitives, le pouvoir est collectif, il appartient à tous, étant un système antihiérarchique.

- Contrairement à l'état moderne, le groupe prime sur l'individu, on parle d'une société où l'on ne différencie pas les individus les un de l'autre.

- Le chef reçoit des bénéfices, mais est également responsable de la distribution de biens à travers sa population

- Il s'agit de sociétés hétéronomes, voulant dire que les normes proviennent de facteurs extérieurs, hors de la maîtrise des membres de la société. Ceci fait surtout référence aux traditions descendante des ancêtres.

- On parle de groupes autonomes et autarciques, ils survivent, au lieu de vivre, ou bien ils vivent par subsistance.

- On mise sur la coopération et le don.

- Sociétés prémodernes

- Ces dernières sont divisées en classes socio-économiques

- On y observe l'avènement de cité-états, empires et royaumes

- § On observe également une centralisation du pouvoir, le souverain suscite maintenant la peur et l'admiration, se distinguant des membres ordinaires de la société.

- Ceci marque la naissance d'inégalités, d'hiérarchie, due surtout au surproduit social créé par la sédentarisation de la population.

- Le souverain est dotée d'une légitimité de provenance divine

- § Le souverain a également le monopole de la justice et de la force, le pouvoir coercitif

- Apparition du prélèvement fiscal, une exigence de contribution financières, marquant l'inversion de dettes. Le souverain n'est plus redevable à la société, mais la société est redevable au souverain.

- On connaît le développement de disciplines, de l'écriture, de l'histoire, des sciences etc.

Comment expliquer ce passage

- Développement d'un système technico-économique : exploitations des ressources naturelles.

- On est capable de conserver nos produits, générant des surplus.

- § Vu les surplus, le comportement nomade n'est plus une nécessité, poussant à une sédentarisation des sociétés.

- Il y a de plus en plus de conquêtes, poussant à la montée de l'esclavage qui entraîne à nouveau la hausse de productions

- L'agriculture amène également une croissance de population

- Violence et force

- Développement de rapports hiérarchiques entre l'état et les sujets.

- § Rendements de services et développement de système qui permet cela dont les impôts, le développement de la bureaucratie et les prélèvements fiscaux.

Les sociétés démocratiques modernes

- Apparaissent au début du 13^{ème} siècle.

- L'on est sujet du droit, donc on vit selon l'état de droit, et non la volonté du souverain

- L'état est libéral, misant sur les libertés individuelles, et démocratique

- Fonctionne selon un système économique capitaliste

- La société civile est structurée, connaissant divers aspects dont les associations, citoyens et institutions

- Individualisation, la liberté devient personnelle

- L'état moderne a 3 caractéristiques

- L'égalité, ainsi, l'inégalité est de fait innaturelle

- L'autonomie, les lois relèvent d'une implication humaine et d'une volonté générale

- § Un exemple de cela serait l'évolution des lois liés à l'alcool au volant

- L'indépendance, l'on jouit de libertés individuelles, on tolère de moins en moins l'intervention de l'état.

Les sociétés humaines sont politiques et sont ainsi le fruit de choix. Elles ne sont pas «naturelles». On s'organise le pouvoir et on se doit d'expliquer ce sens. D'ailleurs les grands principes d'une société forment sa nature, le type de société. De plus ces derniers créent le pouvoir et l'influence. On y génère nos manières de vivre et de coexister.

Rôle de du conflit

- Le conflit est-il à éviter?
- Les conflits incitent l'évolution, il s'agit d'un moteur de changement qui révèle les différences et permet de changer les règles.
- Cependant, le conflit crée des tensions, incertitudes, coûts, cicatrices et encore pire
- Les conflits demeurent des outils de transformation, dotés d'une fonction politique éminente qui incite la participation et la socialisation

Du conflit de travail au conflits de sociétés

- Les conflits de travail étaient auparavant plus fréquents
- Les revendications matérielles poussent au développement durable alors que les revendications post-matérielles se concentrent sur des concepts plus abstraits dont la lutte féministe
- Ces conflits poussent à une redéfinition des principes sociaux, à des changements de valeurs de divers types.

Le parcours de l'état

Séparation de l'église et de l'état

- Dans l'empire Byzantin, on ne distingue pas l'état de la religion, le monarque avait le mandat de Dieu.
- Dans l'occident, on observe une séparation progressive de l'état et de l'église.
 - Il existe un code culturel chrétien qui prône la distinction institutionnelle entre le sphère terrestre et les affaires divine
 - Ceci a eu deux effets: La **construction** de l'état et l'**autonomisation des consciences et des individus**
- Malgré la séparation de l'église et de l'état, il existe toujours des tensions entre les libertés personnelles et la neutralité de l'état comme vu dans la polémique qui entoure le projet de loi 62 au Québec
- Que dit-on de la relation entre état et religion aujourd'hui?
 - Certains états conservent encore des aspects religieux, que ce soit les commissions scolaires d'ordre religieuses financées via des fonds publics ou les projets de loi ayant trait à la neutralité religieuse.
 - ***Projet de loi #62: projet de loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'état et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes**

Le rapport entre l'état et son territoire

- On voit son développement après la chute de l'empire romain et avant l'émergence des états souverains.
- En quoi les états sont-ils différents des cité-états et empires?
 - Mérand affirme que l'empire n'a pas de territoire précis et les cité-états n'avaient pas de bureaucratie développée.
- L'état souverain a un territoire précis et bureaucratie , c'est-à-dire une administration publique développée.
- Féodalité voir (Côté, 2013, p.37)
- On connaît une tension entre le modèle oligopole engendré par le système féodale qui pousse vers un monopole, une autorité unique d'état.
 - On suppose qu'il vaut mieux d'abandonner une partie de sa souveraineté afin d'assurer sa protection par un centre de pouvoir.
- Il relève de la fonction royale de poser la base d'un regroupement des éléments de l'état moderne. On développe la souveraineté relative au peuple et au territoire.
- Charles Tilly affirme que «la guerre a fait l'état comme l'état fait la guerre».
- Le territoire serait une construction politique créée afin de supporter la souveraineté de l'état
 - Ceci incite l'uniformisation, le partage et le sens commun d'appartenance.

Caractéristiques et évolution de l'état

- Définition : voir (Mérand, 200 p.113)
- L'état a 3 principales caractéristiques
 - L'état est abstrait et impersonnel. Il s'agit d'un être de raison qui sépare les personnes des fonctions qu'elles exercent.
 - L'état a une autorité souveraine voulant dire qu'elle a des sphères d'actions exclusives.
 - Ex: Éducation au provincial, armée au fédéral etc.
 - L'état a le monopole de la puissance publique. Il jouit du pouvoir d'intervention légale et physique

Intervention légitime pour construire le politique

- Selon Côté, le politique est une « mise en forme et mise en sens de la coexistence humaine. »
- Il touche la substance: le but de l'intervention de l'état
- Il s'exerce par processus: la manière de définir son but et de l'atteindre

Directives concernant l'essai: Atelier concernant Uber- faire lien entre thèmes et cas discuté

- Présenter cas
- Répondre à question : comment comprendre cas en lien avec la matière vue dans le cours (exposés, lectures)
- Se concentrer sur trois notions (voir questions proposées dans le PPT de l'atelier)
- L'essai doit comprendre intro--déve, conc
- Citer lectures et vise à s'assurer de leur bonne compréhension
- Lien entre hubert et l'état
- **Pondération (sur 10)**
 - Traitement du cas - 4
 - Thèmes du cours et citations (mobilisation)-3
 - Organisation du propos, clarté et orthographe- 3
- Références , voir plan de cours
- **SIMAARD, 2017, PPT, SEMAINE _____ P.**
- Pas besoin de mettre choses non-citées

Cours**Caractéristiques et évolution**

- Intervention et **légitimité** pour construire le politique
 - Population reconnaît légitimité de l'état, lui permettant de mettre en œuvre le politique
 - **Politique = mise en forme et mise en sens de la coexistence humaine**
 - Ex: taxes et impôts
 - Intention, (sur substance) but de l'intervention de l'état.
 - Par processus: manière de définir ce but et de l'atteindre
 - Importance du débat: liberté d'expression, justification de l'autorité, donne légitimité.
 - Importance de l'impartialité, neutralité, apparence de cette neutralité.
 - Impartialité du depositaire différencié: dépersonnalisation de l'état. Serviteurs de l'état= fonction publique.
- Intervention et raison: accord
 - Importance de la démonstration raisonnable
 - L'état s'incarne par la raison humaine
 - Conscience
 - Faculté qui est propre à l'être humain, par laquelle il peut juger et se conduire
 - D'abord le « droit naturel »: hétéronome, au-delà des institutions et des lois. Principes de gouverne universels.
 - Il existe encore des principes de droits naturel dont la restrainte du jugement avant
 - Droit positif: le juste provient d'un accord entre individus. Amené par la modernité
 - L'état est garant du droit positif
- Évolution plus récente de l'état
 - On passe de l'état militaire à l'état social: Évolution de l'état de la crise de 1929 à l'état providence
 - État Providence= conception de l'état où celui-ci étend son champ d'intervention et de régulation dans les domaines \$\$, sociaux et autres.

- Croissance des budgets et de l'information sur les populations afin de mieux répondre à ses besoins: santé, sécurité sociale et éducation
- «L'état devient le principal objet de revendications sociales et politiques à partir du XIXe siècle.»
- 1980-2010: crise des finances publiques, mondialisation des échanges et réémergence des grandes villes , crise de confiance envers les élu: remise en question de l'état centralisé ?
 - Resserrement de l'état provident.
- Retour vers la féodalité?
 - Entente, négociation, retrait, différent d'universalisme et uniformité, état plus souple.
 - Liberté des groupes et du capital , résistance à la centralisation
 - Ex: Europe, Irlande et Apple
 - Reconnu coupable de ne pas payer impôts sur bénéfices en collaboration avec gouvernement irlandais. Europe accuse Irlande de ne pas avoir fait payé impôts adéquats
 - États cherchent conditions différentes sans respecter conditions de base
 - États font n'importe quoi

Le cas autochtone

- **Une autre vision de gouvernance territoriale**
 - Approche mondialiste règne actuellement.
 - Alternative: Penser le gouvernement de façon méta territoriale
 - Englobe vision fonctionnelle ou étatique du territoire tout en la dépassant par le biais d'une vision spirituelle et osmotique (Guay et Martin, 2008, p 638)
 - Appartient à ni modernité, ni domination colonialiste
 - Action historique: respecter passé, tout en adoptant nouveaux enjeux et défis de gouvernance
 - Territoire= lieu d'ancrage spirituel et matériel support lien intergénérationnel. Approche fluide au territoire.
 - Les individus appartiennent à la terre, non le contraire.
 - Exemple: Gouvernement régional du Nunavik
 - Gouvernement non-ethnique
 - Transfert partiel de la souveraineté
 - Deux illustrations de la différence:
 - Mixité dans attribution des terres: droits de propriété occidentale, tandis que l'utilisation de ses terres relèvent de la tradition autochtone relative au territoire, partagé en respect avec valeurs.
 - Adoption coutumière: enfants appartiennent à collectivité et non aux parents
 - Possible existence d'un pluralisme normatif, logique de partage de souveraineté dans une combinaison des éléments de cultures et traditions autochtones non-autochtones
 - Tribunaux autochtones
- **Conclusion:**
 - Tendances lourdes
 - Montée en force des états
 - Laïcité
 - Évolution autour de l'enjeu du territoire

- Caractéristiques universelles
- Légitimité et raison
- Intervention et raison
- Approches autochtone

Semaine 3

- **Deux modèles: Fondements et Différences**
 - La France et les États-Unis, issus du modèle britannique, sont passés par des révolutions mais apparaissent comme des modèles plutôt stables aujourd'hui (9 conflit social)
 - Expliquer construction d'un état, via institutions autour d'un consensus de valeurs ?
 - Solidarité mécanique: Identités individuelles se moulent à une identité collective
 - La république »»»» Le modèle français
 - Solidarité organique : Processus de coopération par effort des individus
 - Deux postures pour expliquer construction: Hobbes (mauvais) et Rousseau (bon)
 - **France** : construction du domaine royal jusqu'à absolutisme. Différentes expériences de démocraties
 - **Angleterre et É-U**: encourage liberté des individus, recherche d'autonomie (puritanisme), limitations des pouvoirs, montée des libertés individuelles.
 - Cas américains, refusent de payer impôts, création d'institution minimalistes pour permettre vivre ensemble

Atelier PAP1701

Sujet: L'affaire Uber: défi pour la gouverne des sociétés contemporaines

- **Justification du choix du sujet**
 - Sujet d'actualité
 - Éléments d'innovation technologiques influence état
 - Rôle de régulateur
 - Impact majeur
- **Fonctionnement d'uber**
 - Populaire utilisé par jeunes, commande de véhicule par téléphone
 - Prix dynamiques (offres et demandes)
 - 80% au chauffeur, 20% à uber. Basé à San Fransisco, startup qui vaut maintenant 70 milliards \$
 - Négocient avec gouvernement . **Ne payent pas de taxes, activités ne sont pas encadrées par autorité publique.**
 - Divergence dans méthodes de travail de l'industrie, n'importe qui peut devenir chauffeur, ne limite pas le travail
 - **Sécurité des passagers?**
- **Historique dans monde et québec**
 - 2010, startup , se propage, (près de 400 villes)
 - Certains pays et villes ont interdit
 - Au Québec 34% veut interdiction de Uber
 - **Comment encadrer? (sécurité)**
 - Différences avec gouvernement: Prix, montant à l'état, antécédents criminels, inspection, assurances, héler sur la rue, station de taxis, voie réservée, **formation obligatoire**
- **Uber et taxis**
 - Uber serait illégal. Fraude fiscale, saisie de véhicules
 - Concurrence déloyale car Uber pas soumis aux mêmes obligations: permis, prix, contrôles, taxes et impôt
 - Baisse de marché de 15% à 40% pour taxis depuis Uber
 - Pour Québec: *Loi concernant les services de transport par taxi* et règlements. Prix et conditions fixés par loi
 - Mise en place de commission parlementaire
- **Acteurs impliqués et solutions**
 - **Acteurs:** Citoyens, uber, entreprises et coopératives de taxi, autorités publiques
 - Solutions possibles:
 - Interdiction
 - Redevance sur chaque trajet + taxes, rachat des permis, limitation des activités
 - Laissez-faire
- **Développement récents**
 - Entente: projet pilote 1 an
 - Uber = intermédiaire, 300 permis
 - Perception des taxes
 - 50 000 heures par semaine pour l'ensemble des chauffeurs
 - Contribution au gouvernement par course pour fonds de modernisation

- Prix de départ ajusté
- Inspection mécanique, antécédents, permis de conduire
- Contestation par front commun du taxi
- Décision du tribunal: injonction rejetée. Trop tôt.
- 2ième Demande d'injonction contre uber rejetée pour manque d'urgence
- **Mars**
 - Uber pas question de mettre terme au projet-pilote malgré infractions à l'entente
- **Juin**
 - Procès au Québec
- **Septembre**
 - Entente prolongée avec nouvelles conditions : contrôle judiciaire des chauffeurs, inspection annuelle véhicule et 35 heures de formation. Uber menace de quitter le Québec
- Ailleurs, Uber est aussi contesté en cours et parfois interdit de permis
- **Discussion**
 - En quoi ce problème concerne l'intérêt général, selon vous? Comment?
 - Popularité?
 - Le rôle de l'état est d'assurer que l'intérêt général soit représenté. Vu la popularité d'Uber, elle est favorable à l'intérêt général. Cependant, l'intérêt général selon l'état dépend de la raison d'état. Pour l'état, il est dans l'intérêt général qu'Uber soit régulé.
 - Redevabilité à la société?
 - La polémique crée une contradiction puisque Uber, n'étant pas règlementé, ne paye pas de taxes, ne contribuant pas à la collectivité. Cependant, le peuple perçoit que le service d'Uber leur est favorable.
 - Avenir de l'atmosphère de compétition
 - **Concept de Côté: CONCEPTION ATOMISTE DE LA SOCIÉTÉ VS TRADITION HOLISTE DE L'ÉTAT? OU OPPOSITION DE CONCEPTIONS ATOMISTES? VOIR LIMITES DE LA CONCEPTION**
 - Selon vous, comment ce dossier concerne l'État de droit? Pourquoi selon vous, tant de recours juridiques?
 - Redevabilité d'Uber à l'état de droit
 - VALIDITÉ DE FAIT VS VALIDITÉ DE DROIT, VOIR AUTONOMIE P.23-24.
 - DÉPENDANCE FACE À UN POUVOIR COERCITIF, »»» RENVOIE À ÉTAT »»» TAXES
 - Légalité, régulation
 - Souveraineté de l'économie
 - Mécanismes de l'état
 - p.62 CÔTÉ
 - Pourquoi selon vous, les États/provinces/villes traitent cette question de manière différente proposant diverses solutions? Et en quoi, un «laissez-faire» laisserait voir un retour au « féodalisme » selon vous (moins d'uniformité, moins de conformité, moins de centralisation)?
 - **Conformité mise de côté pour des «ententes à la pièce»**
 - Voir p.38 Côté
 - Nouvel enjeux
 - Enjeux du caractère impersonnel de l'état

- Naissance du politique, contestations à hiérarchies
- Compétitivité du marché
- Monopole de l'état dans l'industrie
- Question de la présence et du rôle de l'état
- L'engouement autour de ce dossier témoigne-t-il d'une montée de l'individualisme dans notre société, de l'importance de la liberté des individus (clients et chauffeurs) ?
 - Relève de la liberté du choix
 - Relève du concept de liberté économique et du marché libre
 - Voir Locke et Montesquieu, voir conception atomiste
- Comment illustrer dans le cas, le recours à la raison et à la discussion pour trouver une solution légitime?
 - Négociations directes entre gouvernement et Uber
 - Recours juridique
 - Conflit raison d'état-raison populaire, morale, q

Questions essai

- Pas de prise de position
- Comment comprendre l'affaire uber en lien avec la matière vue dans le cours
- Utiliser côté et textes pour sources

L'ÉTAT DE DROIT

- Quête de stabilité
- Monarchie »» despotisme, Aristocratie »» discorde et usurpation, Démocratie » anarchie
- Régime mixte ou la nécessité d'avoir plusieurs grandes institutions distinctes afin d'assurer un équilibre ainsi que l'ordre
- La **constitution** est une manière d'assurer cet ordre, créant une hiérarchie de normes et valeurs , amendements ou charte. Elle détermine la structure et la forme de l'état ainsi que le régime du gouvernement. Elle désigne les rôles de ces structures, que ce soit le rôle du gouvernement et de l'exécutif ou le mandat de l'assemblée parlementaire et du palier judiciaire
 - Ex: Canada 1982, on a développé une formule pour amender la constitution »» accord des provinces (2/3, qui représentent 50% de la population) ««« conditions de changements. Charte des droits et libertés, constitutionnalisation du principe de partage de ressources parmi les provinces (péréquation). Compétences provinciales dans la gestion et exportation des ressources naturelles. Rapatriement de la constitution.
 - Référendum 1980. PET promet amendements à constitution pour autonomie. Défaite du référendum. Promesse remplies, mais Québec ne signe pas.
- **État de droit :**
 - «Nul n'est au-dessus de la loi»
 - Obligations qui viennent de l'état: connues au public (publiées) , appliquées à tous, doivent s'appliquer réellement et si transgressé, on fait face à des sanctions.
 - Limiter pouvoir de l'état, contre arbitraire. L'état ne peut faire n'importe quoi, sinon il perd la confiance des citoyens.
 - Question de l'état de droit , implication droit international , voir Catalogne
- **Légitimité et confiance : au-delà de l'État de droit : l'éthique publique (Boucher et St-Martin, 2012)**
 - Comment rétablir la confiance et la légitimité?
 - Crise de confiance envers l'état et ses représentants
 - Il faut aller au-delà de l'état de droit
 - Zones grises: intérêts privés vs publics . Vie privée des élus et fonctionnaires vs vie publique
 - Éthique vs lobbying
 - Ensemble de règles visant à guider la conduite des titulaires de charge publique et à tracer les lignes de ce qui est un comportement acceptable. (p. 180?). Encadre comportement de fonctionnaires et élus pour empêcher conflits d'intérêts (financier et commerciaux), déclaration de cadeaux, post-mandat
 - Lobbying s'applique aux groupes d'intérêts. Protéger l'intérêt publics de différents comportements. On cherche à rendre plus transparentes les activités des groupes d'intérêts par le biais d'un registre.
 - Lobbyistes mettent pression dans la politique selon leurs intérêts

- **Ces mesures sont développées afin de protéger l'état de la corruption et de l'influence sur nos élus.**
- **Série de mécanismes**
 - **Tribunaux et organismes de surveillance:** Indépendant, ayant un degré de contrainte. Ces derniers surveillent nos élus et nos fonctionnaires. Ils surveillent les nominations et durées, moyens, mettent des sanctions (amendes/prison), des mesures contraignantes par le biais de lois ou incitative à travers les directives
 - **Contradiction :** l'effet de créer des règles et organismes font toucher la confiance vu l'impression d'une augmentation de corruption

Conclusion

Des démarches de construction de l'état différenciées

Constats semblables : trouver l'équilibre

encadrer le pouvoir de l'état

Des organismes qui agissent comme chiens de garde

Prochain bloc :LES FORMES D'ÉTAT

- Trois formes d'état:
 - Unitaire (central/total)
 - Confédérale (délégation au centre/ les membres conservent la décision finale)
 - Fédérale (répartition entre entités et fédéral)- compétence de droit commun et compétence d'attribution et Constitution. Beaucoup plus partagé que confédéral
 - **Le Canada?**
 - Fédéralisme centralisé en constante tension sur la question des compétences et de la souveraineté
 - **Défis:** maintien des compétences provinciales, intervention fédérale, enjeux financiers (péréquation), francophonie, question autochtone et fédéralisme asymétrique
- **Régimes de gouvernement: Le Canada**
 - Régime de monarchie »» chef d'état = Reine ou Roi
 - Constitutionnelle, le monarque est limité par la loi. Il doit suivre l'avis du gouvernement
 - Parlementaire, le pouvoir exécutif est lié au pouvoir législatif
 - **Pouvoir exécutif:** le premier ministre et son cabinet

Mardi 10 octobre 2017

Tuesday, October 10, 2017

10:07

- **Régimes de gouvernement: Le Canada**
 - Régime de monarchie »» chef d'état = Reine ou Roi
 - Constitutionnelle, le monarque est limité par la loi. Il doit suivre l'avis du gouvernement
 - Parlementaire, le pouvoir exécutif est lié au pouvoir législatif
 - **Pouvoir exécutif**: le premier ministre et son cabinet, monarque a des fonctions symboliques. Premier ministre pas élu directement par population, **a pouvoirs prééminents (voir côté p. 81)**. Est chef du parti majoritaire.
 - Critères ministres: expérience, âge, expertise, représentativité, équilibre
 - Technicité selon portfolio
 - **Le pouvoir législatif**: établit normes juridiques «««« encadrent vie collective et individuelle .
 - Bicaméral. Lois doivent être adoptées par deux chambres au fédéral. Sénat = membres nommés par premier ministre.
 - Comités du sénat étudie projets de loi
 - Le pouvoir législatif peut contrôler exécutif lorsque le gouvernement est minoritaire
 - Surveillant de l'exécutif via période de question, opposition ainsi que les médias.
 - La ligne de partie: tradition selon lequel les députés suivent la position de leurs partis politiques.
 - **Éviter renversement du gouvernement**
 - **Le pouvoir judiciaire**
 - *Common law* et le droit civil: deux traditions différentes
 - *Common law* se fonde sur le *stare decisis*
 - Droit civil se base sur texte
 - Tribunaux
 - Cabinet nomme 9 juges (coutumes 3 Ontario- 3 Québec - 2 Ouest - 1 des maritimes) à la cour suprême. Cour d'appel ultime, pour traiter de la constitution et donner son opinion aux gouvernements
 - Autres cours: Cour canadienne de l'Impôt, Cour martiale, Cour fédérale
 - Cours provinciales : cour d'appel (20), Cour supérieure (144), Cour du Québec (290), tribunaux administratifs
 - Cours municipales
 - **Juges**: emploi exclusif, nommés à vie par premiers ministres
 - Indépendant, immunité relative, caractère public, jury, collégialité (3 ou 5) »»» impartialité
 - **Gouvernement par les juges?** Influence Cour suprême-Charte- Constitution
 - Tranchent décisions qui devraient être prises par élus
 - Répond à l'état de droit?
 - *Alternative* : Tribunal autochtone au Canada: combinaison du système de justice canadien et principes et valeurs autochtones

- Utilisation des compétences des contrevenants a service de la communauté
- **Les institutions canadiennes et les groupes d'intérêt**
 - Groupes d'intérêts souhaitent influencer politiques publiques et décisions
 - Question de l'importance des institutions pour comprendre lin entre les groupes d'intérêts et l'État
 - **Hypothèse:** le Canada, le lobbying est relativement rare en raison des institutions politiques. Institutions comptent. En quoi le contexte institutionnel décourage le lobbying?
 - **Enjeu: préserver la confiance du parlement: éviter renversement du gouvernement et démission obligatoire via vote ou motion.**
 - Effets: concentration du pouvoir afin de maintenir stabilité: Prérogatives du premier ministre et ligne d parti
 - Conséquence: pas d'intérêts pour groupes à approcher députés.
 - Mieux vaut viser la fonction publiques pour faire pression.
 - Réseaux de politiques publiques reposent sur l'état-providence, appareils bureaucratiques et groupes d'intérêts.
 - Clivage/fragmentation des gi: identitaires , ethniques, linguistique, territoriaux (provincial fédéral)
 - Voir tableau du powerpoint
- **Conclusion:**
 - **Favoriser équilibre et stabiité via partage de pouvoir**
 - Protéger État des intérêts particuliers
 - Cas

Jeudi 12 octobre 2017

Thursday, October 12, 2017

08:28

Examen de mi-session

- 3 questions sur 6
- Présenter concepts expliquer et illustrer via exemples
- Cours magistraux
- Identifier, nommer et expliquer
 - Définition proposées, compréhension des notions, richesse et clarté de la réponse
 - Revoir lectures
- Préparation:
 - Réviser les lectures obligatoires et vos notes de lecture pour livre et articles
 - Réviser PPT
- Prévoir 20 minutes par question + révision
- Entre 1/2 page et 1 page«««« max

Cours

Rappel et Intro

- Un fonctionnement de l'État conforme au droit
- Une limite et un partage des pouvoirs
- Respect des droits fondamentaux des individus
- Obligation de rendre des comptes: mesures d'éthique et encadrement du lobbying
 - Lobbying orienté vers les fonctionnaire due à ligne de parti
- ... et les citoyens?
- La participation des citoyens. Quelle participation
 - Pétitions
 - Élections

Idée de la démocratie

- La démocratie
 - Forme de gouvernement dans lequel la souveraineté émane du peuple
 - Prévalence de la loi de la majorité
 - Étymologie: du grec démos, peuple, et kratos, pouvoir, autorité
 - Pourquoi est-elle une idée archaïque, utopique et dangereuse, selon certains?
 - Peur de la démocratie
 - Peuple manipulé, peuple mal informé
- La démocratie pour qui?
 - Pour l'élite (aristocrates et bourgeois): homme propriétaire. « Mince couche oligarchique »
 - Idée qui va faire son chemin depuis Moyen Âge sur base d'un rassemblement volontaire d'individus qui forment des assemblées représentatives
 - Menace le clergé, noblesse, bourgeoisie: peuple incompetent, irrationnel et démocratie mène au chaos
 - Ex: États-Unis
- Pourquoi le souverain accepte la formation de ces assemblées?
 - Pression de l'élite : plus puissante que le monarque
 - Veut usurper son pouvoir

- Monarque accepte,
- Élités apprendront à s'en servir : enquête, réformes et pouvoir.
 - Pour concilier intérêts de l'élite et non pour la volonté majoritaire
- Renverser la monarchie (France, États-Unis), il faut se réclamer du peuple... mais qui pourra voter?
 - Suffrage universel 1848: France et Suisse
 - Selon pays et catégories d'individus

La mise en œuvre de la démocratie

- Par la démocratie représentative... une manière par laquelle se manifeste la volonté populaire. Autre manière?
 - Démocratie représentative? Pourquoi?
 - Complexité de la tâche, le temps nécessaire...
 - Délégation temporaire, via partis politiques
 - Partis politiques: se forment sur quelles base?
 - Idéologies/intérêts: origines socioéconomiques, ethniques, religieuses, géographiques
 - Partis politiques, un passage obligé (en général): candidats, moyens (ressources humaines et matérielles)
- Deux cas de figure: les systèmes de partis politiques bipartites et multipartites. Pourquoi?
 - Clivages, histoire, événement historique, capacité des partis à s'adapter
 - Modes de scrutin: Majoritaire (bipartisme) ou proportionnel (multipartisme)
 - *Majoritaire* uninominal à un ou deux
 - + relation directe avec électeur, stabilité
 - Distorsion et faible représentativité des votes et des options, sur simplification (positions, candidat).
 - *Proportionnel*: scrutin de liste de candidats avec un nombre d'élus en fonction des % exprimés et selon un seuil. Liste fermée, ouverte ou panachée
 - + : plus près de la volonté de l'électorat, plus de diversité
 - -: fragmentation du jeu politique, in stabilité, coalition hors contrôle des citoyens

Mardi 17 octobre 2016

Tuesday, October 17, 2017

09:57

Continuation du dernier sujet

- Deux cas de figure: les systèmes de partis politiques bipartites et multipartites. Pourquoi?
 - Clivages, histoire, évènement historique, capacité des partis à s'adapter
 - Modes de scrutin: Majoritaire (bipartisme) ou proportionnel (multipartisme)
 1. *Majoritaire* uninominal à un ou deux
 - + relation directe avec électeur, stabilité
 - Distorsion et faible représentativité des votes et des options, sur simplification (positions, candidat).
 - Favorise le centre dans le but d'attirer les masses
 - Panoplie de formes
 2. *Proportionnel*: scrutin de liste de candidats avec un nombre d'élus en fonctions des % exprimés et selon un seuil. Liste fermée, ouverte ou panachée
 - Nombre de siège attribué à liste en fonction de pourcentage
 - + : plus près de la volonté de l'électorat, plus de diversité
 - -: fragmentation du jeu politique, instabilité, coalition hors contrôle des citoyens afin d'obtenir majorité de voix.
 - Décidé entre partis
 3. *Mixte* : mélange des deux
 - Meilleur des deux mondes?
 - Deux voix pour un bulletin
 - Vote directe pour candidat, élection de candidat majoritaire
 - Vote de parti avec listes. Seuls partis avec + de 5% peuvent siéger
 - Reste des sièges attribués à listes, proportionnelles
 - Parti de majorité élit chancelier
 - Obligation de s'entendre
 - Majorité ainsi que proportion
- **De bonnes pratiques à suivre**
 - Directeur d'élection: nommé par ensemble des élus (2/3), indépendant pour plusieurs années (10 ans)
 - Carte électorale: population comparable par circonscription (seuil), exception, gérée par une commission mixte décisionnelle, qui prévoit consultation publique lors de changements
 - Limites, importance de régions
 - Financement des partis :
 - Individus et personnes morales (entreprises, organisations)
 - Le plafond des donations et rapports des dépenses à produire
 - Genre de dépenses
 - Le financement public des partis : le gouvernement finance les partis en fonction d'un seuil minimal
 - Maximum et minimum selon pourcentages. Remboursements pour atteinte de pourcentages

La participation des citoyens - démocratie participative

- Les citoyens participent autrement qu'en votant
- Grâce à liberté d'expression, de rassemblement et d'association, les citoyens peuvent faire entendre leurs opinions et leurs demandes
- Comment ? Où?
 - Place publique
 - Soulèvements populaires
 - Pétitions
- Citoyens et société s'exprime via plateformes formalisées ou non à diff échelles
- Conditions: tolérance culture, ouverture, accès, égalité
- Consultation de la population par le gouvernements
 - Assemblées populaires
- **Participation publique**
 - Forme de participation citoyenne
 - Engagement des individus dans des dispositifs formels régis par règles clairement établies et ayant pour but l'atteinte d'un objectif formulé explicitement
 - Peuvent être des structures ou processus
 - Vise à compléter représentation
- Participation formalisée
 - Exemples
 - Cafés citoyens
 - Town halls
 - Focus group
 - Jury de citoyens
 - Budgets participatifs
 - Audiences publiques
 - Commissions et comités parlementaires
 - Référendums
- Avantages et inconvénients
 - Avantage
 - Décision plus informée en consultant population
 - Éducation du citoyen sur dossiers et sujets
 - Intégration à vie publique, favorise implication et engagement
 - Démocratisation des décisions/ inclusion de tout le monde et non seulement élite
 - Légitimation des décisions via vox populi
 - Inconvénients
 - Tyrannie populaire, piège de proximité , opposition à l'intérêt général dû à intérêt populaire
 - Encore plus au plus fort,
 - Toujours les mêmes
 - Sans conséquences si appui populaire
 - Instrumentalisation , manipulation des masses et non pour entendre

Jeudi 19 octobre 2017

Thursday, October 19, 2017

08:28

Atelier

Projet d'oléoduc énergie est de Transcanada

*boucher *monpetit * eik et tolen

- Projet d'oléoduc qui veut faire cheminer le pétrole d'Alberta vers l'Ontario et construire un nouveau tronçon qui arriverait au Nouveau-Brunswick
- Consistait en un oléoduc de 4500 km de long qui aurait transporté quotidiennement 1.1 millions de barils de pétrole de l'Alberta et de la Saskatchewan aux raffineries de l'EST du Canada

Question que soulève le projet:

- Quel est le processus décisionnel ?
 - 2 paliers de gouvernement sont impliqués (féd et prov). L'environnement est une compétence partagée
 - Traverse provinces, donc fédérale
 - Provincial, car oléoducs doivent avoir accords de province (Québec)
 - Qui peut participer?
 - Peuple?
 - Société civile?
 - Municipalité?
 - Qui décide à la fin? Le gouvernement fédéral
 - Théorie de la prépondérance fédérale
- Transcanada:
 - 537 emplois créés
 - Évite importation par le Québec?

Consultation autochtone:

- Inquiétudes environnementales, travers cours d'eau, terres agricoles
- Opposition autochtone
 - Traverse territoires
 - Consultation des autochtones
 - Preuve traditionnelle orale
 - Écart du mandat de la question autochtone par gouvernement
 - Manque du devoir de consultation? (C-B)
 - Cour suprême juge en accord avec autochtone, donc obligation de consultation
 - Obligation de consultation, principe d'honneur de la couronne, constitutionnalisation des droits ancestraux et issus de traités
 - Atteinte historique des droits ancestraux
 - Consultation doit être faite avant prise de décision
 - Nécessité d'accommodement
 - **Les communautés autochtones ont un statut spécial et la couronne doit les consulter, prévoir participation autochtone via mécanisme de consultation**
 - Si décision faite, qui peut les toucher, il doit prévoir un accommodement

ONÉ suspend processus d'évaluation : commissaires de l'ONÉ vont à l'encontre du code d'éthique, rencontres privées

- Autorisation de 2 autres projets majeurs par pm Trudeau et aux É-U, Trump autorise Keystone XL
- Janvier 2017: ONÉ reprend activités avec nouveaux commissaires
- Octobre 2017: Transcanada annonce abandon du projet

Partage des compétences entre le fédéral et provincial

- Environnement = compétence partagée selon constitution
- Loi sur office national de l'énergie (fédérale)
- Loi sur la qualité de l'environnement du Québec
- En absence de conflit entre deu normes, les deux s'appliquent.
- En conflit, fédérale emporte

Changement de gouvernement au fédéral

- Depuis 2011, (loi omnibus, C-38) office nationale de l'énergie est chargé de mener évaluation environnementale des projets importants
 - Pour accélérer processus de décision
- ONÉ pas reconnu en matière environnementale. Processus de participation publique est restrictive
- Parti libéral: mesures provisoires pour changer évaluation des projets d'oléoduc
 - Consultation des peuples autochtones et prévision de fonds supplémentaires pour soutenir ces concusltation
 - Faciliter participation publique à évaluation
 - ????????

Rôle du premier ministre (fédéral)

- Après engagement en campagne, il initie directement une réforme du processus de l'évaluation
- Appuie arrêt du processus de l'ONÉ à controverse
- annonce autorisation de 2 pipelines importants
- ??

Question des relations publiques, éthique et lobbying: malaise

- Novembre 2014: Greenpeace rend publique via médias, stratégie de communication pour faire accepter projet au Québec
- Ex:
 - Choix de mots perçus positifs
 - Éduquer les québécois...
 - Utiliser tiers parties , personnes influentes, outillées pour faire pression sur les opposants et les distraire de leur mission, épuiser leurs ressources,
 - Cibler maires : des municipalités en particulier
 - Enquêter sur les journalistes , discréditer, cibler médias locaux
 - Tenter de mettre de son côté universitaire via financement d'université québécoise en contribuant à la recherche environnementale pour donner image de sérieux
- Rencontre des commissaires et le président de l'ONÉ ont rencontré Jean Charest, devenu lobbyiste pour Transcanada en privé
 - Contraire au code d'éthique de l'ONÉ
 - Après avoir nié tenue de cette rencontre, une demande d'accès à l'information d'un journaliste prouve que la rencontre a eu lieu
 - Audiences publiques suspendues , commissaires remplacés

Organisme indépendant, neutre et public pour la consultation publique

- Au Canada
- ONÉ

- Tribunal administratif
 - Processus d'évaluation et audience publique
- Processus très judiciaire
 - Intervenants, procureur, témoin expert, preuve, interrogatoire, contre-interrogatoire et remboursement
- Évaluation environnementale?
 - Expertise d'abord économique et technique

Au Québec

- BAPE: organisme public indépendant et consultatif doté d'un pouvoir d'enquête
- Processus ouvert à tous
- Recommandations au ministre de l'Environnement
- **Problème:**
 - Transcanada refusait de se conformer au processus d'évaluation québécois, « audiences partielles »
 - Transcanada accepte mais l'étude d'impact incomplète, donc pas de reprise du BAPE

Questions/notions du cours

- Éthique, lobbying et transparence
- Partage des compétences entre fédéral et provinces
- Rôle des organismes indépendants publics (quasi-tribunaux) : ONÉ et BAPE
- Prééminence du premier ministre
- Idéologie et partis politiques: économie/ ouest/parti Conservateur et environnement/centre et parti Libéral
- Participation publique : place des citoyens, inclusion, accès, règles claires, transparence et obligation de consultation des autochtones

Traiter 3 de ces thèmes dans le travail

31 octobre 2017

Tuesday, October 31, 2017

10:09

Essai 3 sur Libre échange Canada-Europe

Toute matière traitée dans cadre des **PowerPoint**

Réviser power points et lectures

Cours

Retour sur la participation publique

- **Participation publique**
 - Forme de participation citoyenne
 - Engagement des individus dans des dispositifs formels régis par règles clairement établies et ayant pour but l'atteinte d'un objectif formulé explicitement
 - Peuvent être des structures ou processus, permanents ou ponctuels
 - Vise à compléter représentation
- Participation formalisée de la plus souple à plus directes
 - Exemples
 - Cafés citoyens
 - Town halls
 - Focus group
 - Jury de citoyens
 - Budgets participatifs
 - Audiences publiques
 - Commissions et comités parlementaires
 - Référendums
- Avantages et inconvénients
 - Avantage
 - Décision plus informée en consultant population
 - Éducation du citoyen sur dossiers et sujets
 - Intégration à vie publique, favorise implication et engagement
 - Démocratisation des décisions/ inclusion de tout le monde et non seulement élite
 - Légitimation des décisions via vox populi
 - Inconvénients
 - Tyrannie populaire, piège de proximité , opposition à l'intérêt général dû à intérêt populaire (ou particulier)
 - Encore plus au plus fort, difficulté » accessibilité des citoyens
 - Toujours les mêmes
 - Sans conséquences si appui populaire
 - Instrumentalisation , manipulation des masses et non pour entendre
- Tholen (2015): la participation publique = défis pour la bureaucratie
 - Limites des dispositifs participatifs et la bureaucratie de Weber
 - Attentes envers la participation
 - Augmentation
 - Légitimité
 - Information
 - Créativité

- Déclin
 - Fragmentation
 - Risques pour la bureaucratie
 - Augmente
 - Bureaucratisation et éloignement des élus
 - Déclin
 - Prévisibilité
 - Expertise
 - Imputabilité
 - Satisfaction
- Michels (2011): Évaluation des dispositifs selon critères
 - Influence, inclusion, connaissances/ compétences/vertus, délibération/préférences, légitimité
 - Voir ppt. Pour tableau

Mardi 7 novembre 2017

Tuesday, November 7, 2017

10:04

16 novembre 3ième atelier

–

Examen final couvre toute la session, plus de matière sur dernières séances

3 heures, étude de cas, qui va raconter histoire modifiée

Analyse via mobilisation des thèmes appris durant sessions

Accès à tout, incluant notes

Style essai

Cours

Lect. Léger.

Quatres défis pour les États contemporains identifiés par L. Côté?

1. La mondialisation
 2. Les droits individuels vs valeurs communes
 3. L'intégration et l'identité
 4. La transition démocratique
- D'autres ?
 - Distribution de richesse
 - Bien être pop.
 - Pop. Vieillissante, état providence
 - Réchauffement clim.
 - Justice environnementale
 - Sécurité
 - Dév. durable
 - Etc.

Mondialisation

- Hausse d'échanges, de rapports internationaux
- Diffusion de normes communes
- Marché mondial, ouverture des frontières économique
- Dérégulation
- Diffusion du savoir
- Diffusion de la culture
- Facilitation de la propagation du crime organisé
 - Peut-être disparition du marché illégal?
- Définition
 - « échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace mondial développant un espace de transaction de l'humanité » (Côté, 2013, p.122) .
 - Libéralisation du commerce mondial
 - Libéralisé les échanges des biens, personnes
 - Ex: tarifs douaniers
 - OMC
 - ALENA
 - UÉ
 - Intégration des économies nationales à l'échelle int., libre circulation des capitaux, délocalisation des activités productives

- Quels sont les effets de la mondialisation?
 - Interdépendance entre pays, économies
 - Appauvrissement culturel ou enrichissement culturel
 - Puissance des multinationales et de certaines entreprises , prépondérance
 - +: développement de l'égalité - promotion de la diversité
 - -: augmentation des disparité - uniformisation/homogénéisation
 - Diffusion de certaines valeurs de la modernité : égalité, autonomie et indépendance individuelle... peut créer un renfermement, retour vers la tradition et exclusion de l'étranger : un repli général?
- Perte de pouvoir de l'état sur son économie nationale?
 - Impératif de la compétitivité des entreprises, la libre concurrence = baisse de l'intervention de l'Etat en ressources ou en contraintes
 - Si 1ère vague de mondialisation est définie par les États nationaux (1945), la suivante inclue d'autres acteurs: entreprises multinationales, villes, regroupements régionaux, organisation non-gouvernementales (ONG).
- Remise en question de la souveraineté de l'État?
 - Abandon de droits pour s'engager sur des enjeux interétatiques ou planétaires: par ex, sécurité, environnement, peuples autochtones
 - Ce que côté appelle la « responsabilité » : un État responsable sur la scène int.
 - Inégalité dans rapports de force entre États
 - Égalité de principe
 - Coalition pour faire pression
 - Modèle unique de mondialisation anglo-américain: marché comme 1ère valeur.
- Fin des États-Nations ? Souhaitable? Inévitable?
 - Question de base démocratique d'un « États Mondial ».
 - Quelle place aux citoyens? Le relais des associations à l'échelle mondiale
 - Comment combattre les abus du marché, protéger l'identité culturelle et le faire des choix société?

Jeudi 9 novembre

Thursday, November 9, 2017

08:24

Cours

Bref retour sur la mondialisation (voir notes précédentes)

- Cas du Brexit, phénomène imp. Sur mondialisation

Droit individuel vs valeurs communes

- **Quel rôle l'état doit-il jouer de nos jours?**
 - Garantir droits individuels ou Intervenir pour défendre des valeurs communes
 - Réponse à tensions de soc.
 - **Libéralisme classique :**
 - Possibilité de réaliser ses choix individuels. Rôle de l'état = garantir droits individuels
 - **Libéralisme**
 - États neutre sur questions morales et religieuses , questions politiques fondamentales doivent être débattues et tranchées sans faire référence à une conception particulière du bien. Contre interférence de l'État
 - Se rapproche de modèle anglais
 - **Républicanisme**
 - Citoyens = capables de se donner moyens de leurs ambitions, faire choix collectifs, défendre l'égalité et bien commun par liberté politique. = Universalisme
 - Sentiment de valeur universelles
 - France
 - **Communautarisme**
 - Va plus loin que rép. Au-delà de la possibilité de choisir et d'intervenir, démonstration par délibération du bien raisonnable = Culture commune substantielle
 - É-U

Intégration : identités, nations et minorités

- États composent avec un ensemble de phénomènes reliés à la question de **l'intégration**. La question du vivre-ensemble ou de la gestion de la différence.
- Point départ: revendications de la part de **mouvements sociaux**
- **Définition** de mouvement social: individus, ayant en commun d'appartenir à une même catégorie sociale ont une revendication à faire valoir. Ils expriment leurs demandes par des moyens familiers comme la grève, la manifestation, l'occupation d'un bâtiment public. Un ensemble de formes de protestation. Plus large d'un groupe d'intérêt.
- **Aspirations nationales**
 - Qu'est-ce qu'une nation?
 - Conception culturelle: individus partageant même culture, langue, histoire, race/ethnie, religion (plus subjective)
 - Conception politique, juridique ou citoyenne: en lien avec la souveraineté, état, territoire (plus objective)
 - Un peu des deux... Fruit d'une volonté politique, conscience d'y appartenir
 - Éléments identitaires, de différenciation pour soi, face aux autres, valeurs communes et orientations prioritaires

- Permet de créer du lien, une compréhension commune... mais peut aussi être source d'oppression
- Ex: nationalisme québécois, autochtones
- **Les droits de « minorités »:**
 - Femmes, groupes linguistiques, noirs, personnes homosexuelles, autochtones, etc.
 - Au-delà de l'interdiction de la **discrimination**, l'égalité des chances et de traitement, mais aussi des mesures **proactives**
 - Revendications identitaires = fragmentation de la société?
 - Difficile équilibre à trouver entre reconnaissance de **différence** sans remettre en question le **commun et non-négociable?**
 - Ex: langue et certains principes religieux
 - Tensions entre droits individuels

Transition démocratique

- **Transition:** intervalle entre un régime pol. Et un autre : temps et actions
- Quelles conditions pour développer démocratie et maintenir?
 - Unité nationale, sentiment d'appartenance commune, et certaine stabilité
 - Pacte démocratique, négoce de compromis
- Théories pour expliquer la transition démocratique
 - Développement économique, moteur du changement soc. : production d'une élite, société civile plus forte, mouvements soc. (classe moyenne)
 - Culture = terreau fertile à l'accompagnement: en f(x) des valeurs, du rapport au pouvoir, aux règles, à la gestion des conflits, mode de comportements. Lex expériences vécues, les leçons tirées, les apprentissages.
 - Soc. Civile : active et pluraliste. Permet d'informer, d'agir en contre-pouvoir via associations, syndicats, entreprises et ONG. Stratégies d'empowerment des organismes internationaux
 - Stratégies des acteurs : résultante volontariste de quelques acteurs clés. Notamment les « modérés » qui permettent le passage entre 2 régimes, construction de l'agenda pour faire baisser les conflits. Élités ouvertes au compromis

Mardi 14 novembre 2017

Tuesday, November 14, 2017

10:21

Textes complémentaires

Texte de Léger en lien avec deux des défis

- Intégration
 - Intégration - langues internationales
 - État Intervient pour droits linguistiques d'une minorité
- Droits individuels vs valeurs communes
 - Diversité culturelle
 - Premières Nations
 - Valeur commune
 - État intervient pour protéger et promouvoir le français au Canada
 - Question linguistique
 - Obligation de rendre compte des résultats
 - Appuyer organismes et institutions de la francophonie
 - Ententes sur mesure avec communautés et les ministères
 - Contexte de réduction budgétaire et de choix politiques : intervention innovante
 - Droits individuels
- État coordonne de manière souple au sein de la f(x) publique (horizontalité , acteurs concernés travaillent ensemble pour répondre à prob. Complexes, partage compétences) et avec la société civile

Nootens en lien avec deux défis

- Mondialisation et transition démocratique
 - Redistribution de la richesse malgré ou avec la mondialisation. Pas seulement dimension **économique**, mais **politique**. Si on perpétue **inégalités et injustices** entre personnes, on justifie **obligations internationales de justice**
 - Comment agir ? Démocratie via État-Nation ou au niveau international
 - Kymlycha: échelle nationale = seule possibilité. Identité commune qui peut transcender les intérêts conflictuels
 - Nootens: travail des ONG internationales contribue à démocratie, nouvelles identités, différentes de la nationale se construisent et les institutions internationales génèrent aussi de la confiance.

Conclusion

- 4 grands défis des états contemporains: au cœur de l'actualité politique quotidienne à l'échelle internationale comme locale
- Tension constante entre
 - l'Économie, le social et l'environnement
 - Individu et collectif
 - Majorité et différence
 - Absolutisme, aristocratie, dictature , monarchie... et l'idéal démocratique

Cours : le rôle et les fonctions de l'état

- A quoi sert l'État?
 - Garant de l'**égalité** entre les citoyens.

- Égalité devant la Loi , mais au-delà
- Égalité économique
- Égalité sociale
- Égalité des conditions matérielles ou de faits
- Comment s'occuper de ceux dans le besoin?
- Jusqu'à quel point?
- **Tension** entre libéralisme et socialisme : donner des droits à ceux qui souffrent sans donner des droits sur l'État
 - Ni se limiter à permettre marché
 - Ni se limiter à combattre le marché
 - Biens
 - Matériel
 - Éviter cycle de pauvreté
 - Société reconnaît efforts
- Solidarité comme notion fondatrice de l'action de l'État
 - *Définition: sentiment qui pousse les hommes à s'accorder une aide mutuelle. Attitude responsable consistant à aider les gens qui en ont plus besoin .*
- État-Providence
 - Comment mettre en œuvre la solidarité ?
 - Technique assurancielle : prise en charge par l'État
 - Filet pour ceux qui éprouvent difficultés avec système
 - Assurance chômage, maladie, vieillesse
 - Aider ceux qui sont dans le besoin
 - État-providence
 - **Ensemble des interventions étatiques visant à assurer un certain niveau de sécurité de sécurité et de bien-être social à l'ensemble de la population .**
 - S'agit à titre d'illustration des politiques de soutien au revenu, de santé, d'éducation ou de soutien à la famille.
 - Découle de la reconnaissance par l'état de sa responsabilité en matière de gestion _____
 - Contexte d'émergence de l'État-providence : **Fordisme (simplification des tâches)**
 - **Rationalisation** qui génère de la richesse , salaire minimum comme pacte social qui permet la croissance. Partage entre profits et salaires : cercle vertueux de la croissance
 - Quel degré d'intervention de l'État?
 - Républicains et sociaux-démocrates par une approche politique : à l'état de préciser intervention via discussion et vote
 - Modèle Keynésien
 - Intervention de l'état pour soutenir économie qui ralentit
 - Inversement quand l'économie va bien, état réduit ses dépenses et augmente ____

Atelier du 16 novembre

Thursday, November 16, 2017

08:23

Le Canada et Accord économique et commercial Global

C'est quoi?

- Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union Européenne
- Touche plusieurs champs de compétence provincial
- Recherche à éliminer discrimination envers entreprises étrangères
- Encourager main-d'œuvre
- Soucis de compétition

Négociation

- Mai 2009
- Longue et compliquée
 - Pays membres d'UE et Provinces impliquées
- Accord des province
- Nécessité d'unanimité
- Bénéfices pour plusieurs secteurs
 - Compensation pour secteurs affectés négativement
 - PME vs Grande entreprises
 - Profiter d'un marché plus grand
 - Bienfaits politiques
 - Investisseurs
- Risque de compétition difficile
- Uniformisation des règles
 - Dérégulation
- Pouvoir de multinationales
 - Possibilité de recours à arbitrage lors de différends
 - Même possibilité n'existe pas pour les États
- Hausse des quotas d'importation
- Facilitation d'accès au marché canadien
- Validation via parlement européen et ensuite assemblées législatives nationales

Enjeux

- Développer marchés pour entreprises CAN-EUR
 - Diminution des activités avec les États-Unis, nécessité de maintenir \$ canadien
- Participation à tous les niveaux
 - Application provisoire
- Dimension culturelle et environnementale
- Légitimité des états de supporter et subventionner secteur culturel
- Garanties pour normes environnementales européennes
- Arbitrage par tribunal privé
 - Légitimité démocratique?
- Refus de la Wallonie
 - Besoin du feu vert des parlements de la Wallonie
 - Problème avec transparence , pressions, exclusion d'ONG
 - Problème: effet social, culturel, services publics, environnement
 - Déclaration plus claire sur tribunaux privés

- Privatisation de la justice?
- Information insuffisante
- Échec?
 - Tient en otage négociations entières
 - Déception canadienne, espoir limité
- Entente
 - Accord en Belgique
 - Marge de manœuvre pour refuser plus tard
 - Clause de sauvegarde en matière agricole en cas de déséquilibre
 - Contrôle d'OGM
 - Tribunal arbitrage de plusieurs juges canada-europe, Étrangers

Thèmes

- Participation publique
 - Absente
 - Participation des provinces
 - Influence sur marché américain
 - Dispositif: tribunaux
- Rôle des États-Nations dans l'accord ? Ont-ils toujours une souveraineté dans la mondialisation?
 - Encore impliqué, mais restreint, ratification
 - Déclin de souveraineté , élévation des acteurs non-étatiques
- Place des minorités de la différence face à la majorité ou des autres- sous entités politique - comme la Wallonie? La France, ou le Québec. Quelle préoccupation? Exception culturelle et identité : secteur audiovisuel
 - Pas grande voix, gouvernements
- Protection des droits individuels vs mise en œuvre des valeurs collective? La question des protections sur d'autres sujets et les traditions sur l'intervention et du rôle de l'État?
 - Mise en œuvre des valeurs collectives
 - Droits des multinationales en tant qu'individus
- Mondialisation pour qui? Transition démocratique favorisée? Théorie du développement économique comme moteur du changement social? Accords entre pays riches... Deux mondes de plus en plus distants?

Mardi 21 novembre 2017

Tuesday, November 21, 2017

09:52

Un exemple de rôle et fonction : La question environnementale

Développement du secteur

^^

Création de ministères et de bureaux

- Début des années 1970: catastrophes, recherches scientifiques
 - Marées noires, naufrage pétroliers
 - Risques d'accidents nucléaires
 - Questions sur le développement
 - Avenir
 - Qualité de l'air, smog
 - Croissance et exploitation excessif
 - Mouvement de contreculture
 - Pacifiste, écologiste , environnemental
 - D'un côté crises et catastrophes, autre scientifiques sonnent alarmes
 - Produits chimiques nuisibles, DDT, utilisés sans conscience de conséquences
 - Effets désastreux d'activité humaine
 - Limites de croissance de la planète?
- Au Canada, extraction des ressources : impacts sur l'environnement
- Création de ministères et d'agences (ex. Commissaire au DD en 1995, chaque citoyen = police verte)
 - État développe moyens d'intervention accompagné d'idée que chaque citoyen joue rôle de police verte et modèle d'agent dans DD
 - Compost, recyclage, transport en commun etc.
- Problématique plurisectorielle et compétence partagée = complexité
- Environnement: bien public (non-rivalité, non-exclusion) , transfrontalière, complexité/incertitude, irréversibilité et temporelle
- Modes d'intervention diversifié : Réglementaire et légal, économique, conventionnel et communication/information
 - Pas d'intervention brusque, mais pour convenir

- Articulation difficile des échelles
- Crédibilité de la science?
- **Développement durable** : 3 piliers - économique écologique et social
 - Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Brundtland, 1987)
 - **Acceptabilité sociale** des grands projets
 - Dimension sociale
 - Réduire risque et impact, accord des communautés
 - Participation publique
 - Définition
 - « Résultat d'un processus par lequel les parties concernées construisent ensemble les conditions minimales à mettre en place, pour qu'un projet, programme ou politique s'intègre de façon harmonieuse, à un moment

donné, dans son milieu naturel et humain » (Caron-Malenfant et Conraud, 2009, p. 14).

Déclin de l'État-Providence

- À partir des années 1970
- Causes internes: insignifiance du travail (absentéisme), innovation technologique (mises à pied), grève, résistance, augmentation des salaires, secteur tertiaire (moins de la plus valu), augmentation des demandes de prises en charge par l'État, démographie et vieillissement de la population.
- Causes externes: Internationalisation, hausse de compétitivité, délocalisation, baisse de la capacité de réguler de l'État, stratégie monétaire. L'État s'enlise et s'endette
- Crises financière, budgétaire et d'efficacité: baisse de légitimité
- Effets de l'État-Providence : déresponsabilisation et désocialisation

23 novembre 2017

Thursday, November 23, 2017

08:35

Un État en questionnement

- Solutions pour État-providence contesté et en déclin?
 - Renouveler l'État?
- **Posture néolibrale:** retrait de l'État
 - BM, FMI et l'OCDE, la G-B, les É-U et la N-Z: déréglementer, privatiser et couper.
 - La mondialisation= délocalisation, pertes d'emplois, spéculation (valeurs anticipées), bulles et crises
- **Posture des réformistes:** pour un État plus modeste mais pertinent
 - État **régulateur** (économie): remédier aux imperfections du marché en fonction de certains principes: concurrence, liberté, information et externalités (sociales/environnementales)
 - Externalités = effets externes par tiers
 - Considère qu'il y a des biens et services plus importants que d'autres
 - Atténuer injustices créées par marché libre
 - Incitatifs pour éviter externalités
 - État **stratège** (économie): influence à l'international, aide à l'investissement, soutien à la prospection, à la formation, à la recherche (=/ nationalisation)
 - Cibler certains secteurs pour aider performances
 - État **garant** (social): en plus de maintenir un filet social, partage du temps de travail, économie sociale, bénévolat
 - Présence au niveau social, propose mesures concrètes pour redistribution de richesse
 - Économie sociale, pas à but lucratif
 - Coopératives
 - Façon de générer des biens (autre que capitalisme)
 - Reconnaissance et support du bénévolat
 - Aide et subventions
- Deux principes cadres pour renouvellement de l'état
 - **Subsidiarité:** privilégier le palier (de gouvernement) le plus près de l'activité: citoyen, famille, quartier, entreprises, ville etc. Suppléer si besoin mais pas substituer
 - Qui juge de l'insuffisance
 - Selon critères d'autonomie, de Confiance, d'expertise et de diversité
 - Services offerts par organismes communautaires , appuyés par gouvernement
 - Restos du cœur, soupe populaire , maisons d'hébergement
 - **État actif-providence:** retribue au lieu d'indemniser. Crée espace économique intermédiaire et d'utilité pour la qualité de vie de tous.
 - Donne conditions pour simuler économie
 - Formations pour obtenir aide sociale maximale
 - Justice réparatrice autochtone
 - **Résultat:** nouveau mode d'organisation de l'action publique, une nouvelle place pour l'État: **la gouvernance**

- **Manière dont gouvernement va agir dans rapport avec société**
- Convergence de trois phénomènes: 1) baisse de crédibilité de l'État 2) crises des finances publiques et ; 3) volonté de participer de la société civile
- **Gouvernance**
 - **Définition:** mode de fonctionnement axé sur le partage des responsabilités entre l'État et les acteurs de la société civile et caractérisé par la coordination, l'horizontalité, la consultation, la participation, la négociation, les instruments souples, les solutions sur-mesure et le consensus comme idéal et mode de décision.
 - Base du consensus
 - Autre (Le Galès, p. 2004. « Gouvernance », *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sc PO, P.243.)
 - Anti-bureaucratie
 - Contraire d'hierarchie autoritaire qui s'imposerait à société
- Stoker (1998) Cinq propositions de la gouvernance :
 - Gouvernance fait intervenir un ensemble d'institutions et d'acteurs qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement: les centres de pouvoir sont multiples, la complexité des systèmes de gouvernement, la participation accrue des secteurs privé et public aux décisions
 - Collaboration de l'État avec privé
 - En matière de gouvernance, les frontières et les responsabilités sont moins nettes dans le domaine de l'action sociale
 - Gouvernance traduit une interdépendance entre les pouvoirs des institutions associées à l'action collective: gouverner est un processus interactif, aucun acteur ne dispose des connaissances et des ressources nécessaires pour s'attaquer seul aux problèmes, nécessité du partenariat et de la collaboration
 - État ne peut régler problèmes seuls
 - Gouvernance fait intervenir des réseaux d'acteurs autonomes: ces réseaux cherchent à se substituer au gouvernement
 - Part du principe qu'il est possible d'agir sans s'en remettre au pouvoir ou à l'autorité de l'État, rôle de facilitateur, d'agent catalyseur.